

JEU DE PAUME

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC n°202504 en date du 12 mai 2025)

Objet de la consultation :

Services d'impression, de conseil et de fabrication des documents imprimés et de la signalétique du Jeu de Paume

Date limite de réception des offres : Lundi 16 juin 2025

Heure limite de remise des candidatures : 12 H 00

Date limite pour les questions posées par les candidats	4 juin 2025 à 12h00
Date limite de transmission des réponses aux questions posées par les candidats	6 juin 2025

Attention : les candidatures et les offres « papier » ne sont plus autorisées. Seules les candidatures et les offres par voie électronique déposées sur le profil d'acheteur sont acceptées.

Le présent RC n° 202504 comprend 9 sections et 2 annexes. Il compte 14 pages numérotées de 1 à 14.

AVERTISSEMENT

En application du **code de la commande publique**, la **candidature** et **l'offre** du candidat **n'ont plus à être signées** au stade du dépôt de l'offre.

Le dépôt de l'offre **engage** le candidat sur la sincérité des documents, la véracité et la complétude des informations.

L'offre déposée **engage toutes les sociétés** qui y sont désignées, à savoir le candidat, ses éventuels cotraitants et ses (leurs) éventuels sous-traitants.

L'offre est de ce fait réputée avoir eu l'aval d'une personne habilitée à engager la ou les sociétés candidates, laquelle personne sera amenée, en cas d'attribution, à signer les éléments constitutifs de l'offre.

SOMMAIRE

SECTION I TERMINOLOGIE	4
SECTION II ACHETEUR	4
II.1 TYPE D'ACHETEUR	4
II.2 NOM ET COORDONNÉES OFFICIELLES DE L'ACHETEUR	4
SECTION III OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ	4
III.1 OBJET, ALLOTISSEMENT ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC	4
III.2 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC	4
III.3 LIEUX D'EXÉCUTION	5
III.4 DURÉE DU MARCHÉ	5
III.5 DATE PRÉVISIONNELLE DE DÉBUT DES PRESTATIONS	5
III.6 MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT ET/OU RÉFÉRENCES AUX TEXTES QUI LES RÉGLEMENTENT	5
III.7 VARIANTES	5
III.8 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE)	5
SECTION IV PROCÉDURE ET CONDITIONS DE DÉLAIS	5
IV.1 TYPE DE PROCÉDURE	5
IV.2 DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES	5
IV.3 DÉLAI MINIMUM DE VALIDITÉ DES OFFRES	5
SECTION V CONDITIONS DE PARTICIPATION	5
V.1 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVÊTIR UN GROUPEMENT DE PRESTATAIRES ATTRIBUTAIRE	5
V.2 POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER PLUSIEURS OFFRES EN AGISSANT À LA FOIS EN QUALITÉ DE :	5
V.3 CONDITIONS PROPRES AUX MARCHÉS DE SERVICES	6
SECTION VI CONTENU & MODALITES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
VI.1 CONTENU DU DOSSIER À REMETTRE	6
VI.2 ÉCHANTILLONS	7
VI.3 CONDITIONS DE REMISE DES PLIS PAR VOIE ÉLECTRONIQUE	9
VI.4 DÉPÔT D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE	9
SECTION VII SÉLECTION DES CANDIDATS, JUGEMENT DES OFFRES & ATTRIBUTION DU MARCHÉ	10
VII.1 CONDITIONS PROPRES À LA CANDIDATURE	10
VII.2 SÉLECTION DES CANDIDATS	10
VII.3 CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES	10
VII.4 ATTRIBUTION DU MARCHÉ - ATTESTATIONS ET CERTIFICATS	11
VII.5 ATTRIBUTION DU MARCHÉ : SIGNATURE	12
SECTION VIII AUTRES RENSEIGNEMENTS	12
VIII.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITÉS D'OBTENTION	12
VIII.2 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	12
VIII.3 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS	13
ANNEXE 1 – CADRE DE REPONSE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL	14

SECTION I TERMINOLOGIE

Acheteur : désigne l'Association le Jeu de Paume, agissant en tant que pouvoir adjudicateur au sens du code de la commande publique.

CCP : désigne le code de la commande publique.

SECTION II ACHETEUR

II.1 Type d'acheteur

- 1 ☐ État 2 ☐ Région 3 ☐ Département 4 ☐ Commune
5 ☐ Établissement public national 6 ☐ Établissement public territorial
7 ☒ **Autre : Association loi 1901**

II.2 Nom et coordonnées officielles de l'acheteur

Jeu de Paume

Association Loi 1901

1 Place de la Concorde – 75001 PARIS

SIRET : 477 612 964 00015

Site Internet : <https://jeudepaume.org/>

Profil d'acheteur (site de dématérialisation) : <https://marches.maximilien.fr/>

SECTION III OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

III.1 Objet, allotissement et forme du marché public

Le présent marché a pour objet : « **Services d'impression, de conseil et de fabrication des documents imprimés et de la signalétique du Jeu de Paume** ».

Les prestations sont réparties en 3 lots :

- Lot n°1 : Impression de documents relatifs à la programmation
- Lot n°2 : Impression de documents institutionnels
- Lot n°3 : Impression et pose de signalétique

Les opérateurs économiques peuvent candidater à un, deux ou les trois lots, et être sélectionnés pour un, deux ou les trois lots.

Classification CPV :

79810000 : Services d'impression

III.2 Caractéristiques principales et forme du marché public

Les spécifications techniques sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Pour chaque lot, le marché est passé sous la forme d'un accord-cadre exécuté au moyen de l'émission de bons de commande, en application des articles R 2162-2 alinéa 2 et R 2162-13 et R 2162-14 du CCP.

L'accord-cadre est passé sans montant minimum et avec les montants maximum HT suivants pour la durée maximale du marché (toutes reconductions comprises) :

- Lot n°1 - Impression de documents relatifs à la programmation : 250 000 € ;
- Lot n°2 - Impression de documents institutionnels : 60 000 € ;
- Lot n°3 - Impression et pose de signalétique : 80 000 €.

III.3 Lieux d'exécution

Dans les locaux du titulaire (dans le respect de l'article 6.1 du CCAP) et, pour les prestations de pose du lot n°3 au Jeu de Paume, 1 Place de la Concorde 75001 Paris.

III.4 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la date de début des prestations.

Il peut être reconduit, tacitement, 3 fois pour une durée maximale de 12 mois à chaque fois.

III.5 Date prévisionnelle de début des prestations

9 juillet 2025.

III.6 Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent

Financement sur les ressources propres de l'acheteur.

Délai de paiement de 30 jours.

Paiement unique au prononcé de l'admission des prestations de chaque bon de commande.

III.7 Variantes

Non ☒

Oui ☐

Les variantes ne sont pas autorisées.

III.8 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Non ☒

Oui ☐

SECTION IV PROCÉDURE ET CONDITIONS DE DÉLAIS

IV.1 Type de procédure

Le présent marché est passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2-1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP.

Un marché ayant le même objet a été lancé par le Jeu de Paume en avril 2025 dans le cadre d'un appel d'offres restreint. À la suite d'une erreur de procédure, le marché a été déclaré sans suite et est relancé en appel d'offres ouvert.

~~Pour chaque lot, le nombre de candidats admis à présenter une offre est fixé à au maximum cinq.~~

IV.2 Date limite de réception des offres

Voir en page de garde du présent document.

IV.3 Délai minimum de validité des offres

120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

SECTION V CONDITIONS DE PARTICIPATION

V.1 Forme juridique que devra revêtir un groupement de prestataires attributaire

Groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

V.2 Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de :

Candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements oui ☐ non ☒

Membres de plusieurs groupements oui ☐ non ☒

V.3 Conditions propres aux marchés de services

Les prestations sont réservées à une profession particulière

Non ☒

Oui ☐

Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché

Non ☐

Oui ☒

SECTION VI CONTENU & MODALITES DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

VI.1 Contenu du dossier à remettre

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française, ou accompagnés d'une traduction en français.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-4 du CCP, les candidats peuvent présenter leurs candidatures en générant un document unique de marché européen électronique (e-Dume).

Les candidats, ne répondant pas via le dispositif e-Dume, doivent remettre les pièces suivantes (documents rédigés en langue française, ou accompagnés d'une traduction en français) :

- **Un premier sous-dossier comprenant les éléments nécessaires à la sélection des candidatures (1 seul dossier, quel que soit le nombre de lots auxquels l'opérateur économique candidate), avec :**

N.B :

Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du CCP, **les documents et renseignements de candidature mentionnés ci-dessous ne seront pas à transmettre par le candidat :**

- S'ils sont accessibles gratuitement par l'acheteur par le biais d'un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le candidat devra mentionner obligatoirement dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace.
- Si ces documents ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation, sous réserve que les documents et renseignements fournis demeurent valables.

1. Une **lettre de candidature** (imprimé DC1 ou équivalent **dans sa version du 01/04/2019**), mentionnant le ou les lots sur lesquels porte la candidature ainsi que la composition du groupement le cas échéant et comportant la déclaration sur l'honneur prévue par l'article R. 2143-3 du CCP ;
2. La **déclaration du candidat** (imprimé DC2 ou équivalent **dans sa version du 21/11/2023**) comportant les renseignements concernant la situation juridique du candidat et sa capacité économique et financière (chiffres d'affaires global et dans le domaine objet du marché sur les trois derniers exercices disponibles) ;
3. En **annexe à la déclaration du candidat** :
 - Les références de prestations similaires à celles objet du marché public : présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat (ou mis à la disposition du candidat) et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, ou au cours de(s) l'année(s), précédant l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence, si l'entreprise a été créée depuis moins de trois années ;
- La déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marché de même nature ;
- Le cas échéant, les certifications ou qualifications professionnelles.

En application de l'article R. 2142-3 du CCP, « *Un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs* ». Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents (à l'exception de la lettre de candidature ou DC1) concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. De plus, le candidat doit prouver qu'il dispose bien des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché public. Conformément à l'article R. 2143-12 du CCP « *cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié* ». Le candidat peut, par exemple, produire un écrit signé par cet opérateur économique.

Afin d'ouvrir l'accès aux marchés publics aux entreprises nouvellement créées, les candidats pourront prouver par tout moyen leur capacité économique et financière.

En **cas de groupement**, les renseignements mentionnés aux points 2 et 3 ci-dessus sont à fournir pour chaque membre du groupement.

De même, **en cas de sous-traitance**, ces renseignements seront fournis pour chaque sous-traitant présenté et accompagné d'un engagement écrit du sous-traitant de participer à l'exécution du marché.

Les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) sont téléchargeables à l'adresse Internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Les candidats peuvent, **par anticipation**, joindre les pièces requises de l'attributaire et listées au § VII.4 *infra*.

➤ **Un second sous-dossier PAR LOT AUQUEL LE CANDIDAT SOUMISSIONNE comprenant les éléments nécessaires au choix de l'offre :**

- **L'offre financière du lot concerné : bordereau des prix unitaires (BPU) (obligatoirement au format Excel ou compatible) intégralement renseignée ;**
- **Le mémoire technique et environnemental du lot concerné répondant aux critères et sous-critères de jugement des offres (cf. VIII.2), présenté selon le cadre de réponse joint en annexe au présent RC**

Les **autres pièces** du dossier de consultation **ne sont pas à joindre** à l'offre. **Il est rappelé que les candidats s'engagent à accepter sans restriction ni réserve les documents régissant le marché public sous peine de rendre leur offre irrégulière.**

VI.2 Échantillons

Afin que l'acheteur puisse évaluer le niveau de qualité des services d'impression sur lequel le candidat s'engage, chaque candidat doit impérativement, sous peine de rejet de son offre, fournir gracieusement des échantillons pour chaque lot auquel il soumissionne.

Pour chaque lot distinctement, les échantillons sont à remettre EN UNE SEULE FOIS avant le jour et l'heure de remise des offres à l'adresse suivante :

Jeu de Paume
à l'attention de Mme Alice Martin-Edgar
1, Place de la Concorde 75001 Paris

Pour chaque lot auquel le candidat soumissionne, les échantillons sont emballés dans un pli ou carton fermé portant le nom du candidat ainsi que les mentions : « Services d'impression / Lot n° (1 ou 2 ou 3) - Ne pas ouvrir ». Un bordereau de livraison détaillé du contenu doit être joint dans chaque carton.

Ces échantillons sont mis à la disposition de l'acheteur durant toute la phase d'analyse des offres. À la fin de la consultation, les échantillons sont récupérés, à leur frais, par les candidats non retenus, dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification du rejet de l'offre. Passé ce délai, les échantillons non repris seront considérés comme abandonnés gratuitement par les candidats.

Les échantillons des titulaires sont conservés à titre gracieux par l'acheteur.

Description des échantillons attendus selon les lots :

Pour le **lot n°1** (Impression de documents relatifs à la programmation), **4 échantillons**, comportant **chacun obligatoirement une photographie** :

1. Un exemple de **carton d'invitation** (Format carte invitation : 15,50 x 22 cm), avec les caractéristiques techniques de l'article 4.2 du CCTP
2. Un exemple d'**affiche 40x60**, avec les caractéristiques techniques de l'article 4.6 du CCTP
3. Un exemple de **flyer**, avec les caractéristiques techniques de l'article 4.3 du CCTP
4. Un exemple de « **Guide d'exposition** », en français, avec les caractéristiques techniques spécifiées pour le PU 24.

Pour le **lot n°2** (Impression de documents institutionnels), **2 échantillons** :

1. Un exemple d'**enveloppe calque**, avec les caractéristiques techniques de l'article 5.3 du CCTP
2. Un exemple de **rapport d'activité**, avec les caractéristiques techniques de l'article 5.2 du CCTP

Pour le **lot n°3** (Impression et pose de signalétique) :

- D'une part, **4 échantillons** réalisés à partir des **3 fichiers joints** :
 1. À partir du fichier « 16-506028.jpg » : Impression sur aquapaper, format 50 cm x 50 cm – échelle 1
 2. À partir du fichier « Lot3-PU3-echantillonA3-echelle1.pdf » : au format A3, avec les caractéristiques techniques spécifiées pour le PU 3
 3. À partir du fichier « Lot3-PU30_PVC ET PU_46carton-cartels-echelle1.pdf » : avec les caractéristiques techniques spécifiées pour le PU 30
 4. À partir du fichier « Lot3-PU30_PVC ET PU_46carton-cartels-echelle1.pdf » : avec les caractéristiques techniques spécifiées pour le PU 46
- D'autre part le **nuancier des vinyles** disponibles.

Les échantillons doivent être strictement identiques aux articles que la société se propose de livrer si elle devient titulaire du marché. Le niveau de qualité des articles livrés par le titulaire du marché ne devra en aucun cas être inférieur à celui des échantillons présentés.

Toute absence ou dépôt incomplet d'échantillons ou tout retard dans l'envoi des échantillons entraînera **l'irrégularité** de l'offre.

VI.3 Conditions de remise des plis par voie électronique

Rappel :

En application de l'article R. 2132-7 du CCP, tous les échanges ayant lieu pour la passation d'un marché public dont le montant estimé est supérieur à 40 000 € HT doivent impérativement être dématérialisés.

Cela concerne, la mise à disposition du DCE, la réception des candidatures et des offres, pour toutes les phases, les questions/réponses des acheteurs et des entreprises, les demandes d'informations, de compléments, les échanges relatifs à la négociation et les notifications des décisions (lettre de rejet, etc.).

Pour cela, tous les échanges se feront via le profil d'acheteur (Cf. § II.2 supra)

L'attention des candidats est portée sur le fait que seule fait foi l'adresse électronique renseignée par les candidats lors du téléchargement du DCE sur le profil d'acheteur. Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et chaque candidat.

*L'acheteur préconise donc aux candidats de renseigner, lors du téléchargement du DCE, une adresse mail **valide et consultée régulièrement** afin de recevoir toutes les notifications relatives à d'éventuelles modifications du DCE, demandes de compléments ou de précisions, échanges relatifs à la négociation...).*

L'acheteur ne saurait en aucun cas être tenu responsable des conséquences de la saisie, par un candidat, d'une adresse électronique inopérante.

Les **offres dématérialisées** sont **obligatoires**. Les opérateurs économiques doivent déposer leur candidature et leur offre par voie électronique sur le profil d'acheteur dont l'adresse est rappelée ci-dessus, qui permet également le retrait du dossier de consultation.

Si un opérateur adresse plusieurs candidatures et offres différentes, seule la dernière candidature et offre reçues, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Les candidatures et les offres doivent parvenir avant la date et l'heure limites de réception des offres figurant en page de garde du présent RC.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

En cas de difficulté lors du dépôt de son pli, le candidat est invité à se rapprocher du support technique du profil d'acheteur (Maximilien) au 01 76 64 74 08.

Conseils aux candidats : l'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception quelle qu'elle soit. L'acheteur encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- **À tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission ;**
- **En cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation ;**
- **À contacter le support technique en ligne ou au 01 76 64 74 08 du profil d'acheteur pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés.**



La signature électronique des pièces est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le soumissionnaire informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

VI.4 Dépôt d'une copie de sauvegarde

Les candidats sont autorisés à transmettre par voie postale ou contre récépissé une copie de sauvegarde, identique à la réponse électronique, sur support électronique ou sur support papier.

La copie de sauvegarde doit parvenir à destination **avant la date et l'heure limites de remise des candidatures figurant en page de garde du présent RC**.

La copie de sauvegarde doit être transmise sous pli cacheté portant clairement les mentions précisées ci-dessous et parvenir avant les date et heure limites de remise des candidatures et des offres.

NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER

COPIE DE SAUVEGARDE

Marché n°202504 « Services d'impression, de conseil et de fabrication des documents imprimés et de la signalétique du Jeu de Paume »

Société (raison sociale du candidat)

**Jeu de Paume
1 Place de la Concorde 75001 Paris**

Les plis doivent parvenir en courrier recommandé avec accusé de réception ou être déposés contre récépissé, avant la date et l'heure limites précisées en page de garde du présent RC, à l'adresse indiquée sur l'enveloppe extérieure.

Les heures de dépôt de la copie de sauvegarde sont du lundi au vendredi de 9 heures 30 à 18 heures, sauf jours fériés.

Seules peuvent être prises en compte les copies de sauvegarde réceptionnées avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées en page de garde du présent RC.

La copie de sauvegarde n'est ouverte que si un programme malveillant est détecté dans la candidature ou si la candidature électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures. Si elle n'est pas ouverte, la copie de sauvegarde est détruite par l'acheteur.

SECTION VII SÉLECTION DES CANDIDATS, JUGEMENT DES OFFRES & ATTRIBUTION DU MARCHÉ

VII.1 Conditions propres à la candidature

Le présent marché s'adresse à des opérateurs économiques et présentant des **références dans des prestations similaires dans le secteur culturel et muséal.**

VII.2 Sélection des candidats

Les candidats qui n'auront pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés dans le délai imparti, seront éliminés.

Avant l'examen des candidatures, si l'acheteur constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Après analyse des dossiers de candidature, éventuellement complétés, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles L2141-1 à L2141-14 du CCP ;
- Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R2143-3, R2143-12 et R2143-16 du CCP et fixées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans le présent règlement de la consultation ;
- Les candidatures ne présentant pas les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes.

VII.3 Critères de jugement des offres

En application de l'article R. 2152-1 du CCP les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

Le marché public sera attribué à l'offre, appropriée, régulière et acceptable, économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

Lot n°1 - Impression de documents relatifs à la programmation :

- **Qualité technique, 50% :**
 - Qualité des imprimés proposés, appréciée au vu des informations présentées dans le cadre de réponse et des échantillons fournis, 60%,
 - Qualité de l'organisation et des moyens pour la réalisation des prestations, 40% ;
- **Qualité environnementale, 10% ;**
- **Prix, 40%.**

Lot n°2 - Impression de documents institutionnels :

- **Qualité technique, 40% :**
 - Qualité des imprimés proposés, appréciée au vu des informations présentées dans le cadre de réponse et des échantillons fournis, 50%,
 - Qualité de l'organisation et des moyens pour la réalisation des prestations, 50% ;
- **Qualité environnementale, 10% ;**
- **Prix, 50%.**

Lot n°3 - Impression et pose de signalétique :

- **Qualité technique, 50% :**
 - Qualité des imprimés proposés, appréciée au vu des informations présentées dans le cadre de réponse et des échantillons fournis, 40%,
 - Qualité de l'organisation et des moyens pour la réalisation des prestations, 60% ;
- **Qualité environnementale, 10% ;**
- **Prix, 40%.**

Pour chaque lot :

- Les critères Qualité technique et Qualité environnementale seront appréciés sur la base du contenu du mémoire technique et environnemental ainsi que des échantillons ;
- Le critère Prix sera apprécié sur la base d'une simulation financière dont le contenu sera fixé par l'acheteur préalablement à l'ouverture des plis.

VII.4 Attribution du marché - attestations et certificats

Lot par lot : Les offres sont classées par ordre décroissant. L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire. L'acheteur informe le soumissionnaire le mieux classé et lui demande de fournir, si le candidat n'a pas anticipé cette demande dans son dossier de candidature, dans un délai maximum de 5 jours, les documents suivants :

1. Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat ;
2. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
3. Un avis de situation au répertoire SIRENE ;

4. La liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail ;
5. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, ces éléments seront à fournir par chaque cotraitant ou sous-traitant.

Le non-respect de ces formalités dans le délai imparti entraîne le rejet de l'offre. La même demande est alors faite au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

VII.5 Attribution du marché: signature

L'acheteur engage le soumissionnaire le mieux classé à signer les éléments constitutifs de son offre. Pour ce faire, **il lui transmet un formulaire ATTR11 à compléter et signer** par une personne habilitée à engager le candidat, de préférence au moyen d'un certificat de signature électronique, conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, sinon manuscritement.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les personnes ou organismes concernés devront fournir les éléments qui leur seront demandés, revêtus d'une signature originale d'une personne habilitée à engager chaque cotraitant ou sous-traitant.

SECTION VIII AUTRES RENSEIGNEMENTS

VIII.1 Contenu du dossier de consultation et modalités d'obtention

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Un dossier « Fichiers pour échantillons du lot 3 »
- Les 3 cadres de réponse technique et environnemental (CRTE) ;
- Les 3 offres financières (BPU, 1 par lot) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe.

Il est mis à disposition en téléchargement gratuitement jusqu'à la date limite de remise des candidatures sur le profil d'acheteur <https://marches.maximilien.fr/entreprise>

Rappel : l'acte d'engagement sera transmis aux attributaires pressentis au terme de la procédure.

VIII.2 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour finaliser leur candidature, les candidats doivent faire parvenir leur demande écrite éventuelle via le profil d'acheteur <https://marches.maximilien.fr/entreprise> **au plus tard à la date indiquée en page de garde.**

Les candidats devront s'assurer de la bonne réception de leurs questions dans les délais. Il ne sera procédé à aucune réponse pour les questions arrivées hors délai.

Une réponse commune sera mise en ligne sur le profil d'acheteur <https://marches.maximilien.fr/entreprises> s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de la candidature, et ce **au plus tard à la date indiquée en page de garde.**

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, les dispositions précédentes seront aménagées en fonction de cette nouvelle date.

VIII.3 Instance chargée des procédures de recours

En cas de litige, seul le Tribunal judiciaire de Paris est compétent :

Tribunal judiciaire de Paris

Parvis du Tribunal de Paris

75017 PARIS

Tél : 01 44 32 51 51

ANNEXE 1 – CADRE DE REPONSE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

Se reporter aux documents joints « Jeu de Paume - 2025004 - IMPRESSION lot 1 – CRTE.docx », « Jeu de Paume - 2025004 - IMPRESSION lot 2 – CRTE.docx » et « Jeu de Paume - 2025004 - IMPRESSION lot 3 - CRTE.docx ».